



Bulletin du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques

## Les politiques publiques le terrorisme

Veilleur-coordonnateur : Pierre Lalande, ministère de la Sécurité publique

Veilleure associée : Linda Guy, ministère de la Sécurité publique

Avec la collaboration de Lucie Michaud, veilleure associée, ministère de la Sécurité publique

Où en est la situation plus d'un an après la tragédie du 11 septembre et est-ce que celle-ci peut avoir des incidences sur le Québec? À l'évidence, le ministère de la Sécurité publique (MSP) est concerné, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, de sécurité civile et incendie, ainsi que de protection des édifices gouvernementaux. C'est dans le but de mieux comprendre les différents enjeux liés au terrorisme et à ses conséquences que trois veilleurs du MSP ont profité du premier anniversaire du 11 septembre 2001 pour procéder à l'analyse de la revue de presse internationale produite autour de ce premier anniversaire. Ils ont aussi fait l'inventaire, bien que non exhaustif, des mesures adoptées par plusieurs pays du monde, ainsi que par l'Ontario et le Québec. Cet article présente sommairement les résultats obtenus.

### L'APRÈS-11 SEPTEMBRE : QU'EN EST-IL?

Le 11 septembre 2001, les États-Unis étaient victimes de la plus importante attaque terroriste jamais perpétrée sur leur territoire. Non seulement cette attaque revêtait un caractère spectaculaire jamais vu depuis Pearl Harbor, mais elle incarnait désormais une nouvelle forme : un terrorisme aux contours indéfinis, religieux et « transnationaliste », suicidaire (le sacrifice du combattant), spectaculaire et destructeur. Qui plus est, ce nouveau terrorisme s'attaquait cette fois directement au peuple américain et à ses symboles de puissance économique (World Trade Center) et militaire (Pentagone). À la différence de Pearl Harbor où l'ennemi était clair et visible (les forces armées japonaises, allemandes et italiennes), les Américains débattent encore aujourd'hui du véritable ennemi : tout le terrorisme, les fondamentalistes islamistes ou les États dits « voyous »?

### Le pouls du monde un an plus tard

La revue de presse sur le 11 septembre a permis d'illustrer un contraste saisissant entre les différentes parties de la planète quant à la manière de réagir face à cet anniversaire. En effet, après l'émotion ressentie dans le monde et la solidarité exprimée au peuple américain, après l'adhésion internationale à la lutte contre le terrorisme et ses effets, les positions ont évolué de façon différente en Occident, au Proche-Orient et en Afrique.

Le journal *Libération* résumait d'ailleurs bien la situation, dans sa propre revue de presse, le 11 septembre 2002 : « Les journaux américains jouent le recueillement, tandis qu'en Europe les journalistes s'interrogent sur la politique du président américain George W. Bush. »

(suite à la page 2)

# Les politiques publiques le terrorisme

(suite de la page 1)

Ainsi, la presse des États-Unis a, d'abord et avant tout, fait largement état des cérémonies, des victimes innocentes, de l'Amérique attaquée et de l'alerte rouge (risques élevés d'attentats terroristes). Chargée d'émotion, la couverture de presse a ravivé le patriotisme américain, et beaucoup d'articles ont porté sur les discours du président Bush. Les discours du 11 septembre 2002 ont surtout été empreints d'émotion et de patriotisme, alors que le discours du lendemain, devant l'Assemblée générale des Nations unies, était plutôt d'allure guerrière, le président Bush y faisant ses représentations concernant son projet d'attaquer l'Irak et de déloger Saddam Hussein.

Considéré par l'administration Bush comme une menace aux intérêts américains dans le monde, membre de l'axe du Mal et détenteur d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, le régime irakien, selon la doctrine de l'action préventive, devait être délogé avant que Saddam Hussein n'attaque les Américains<sup>1</sup>.

Du côté de la presse européenne, un an plus tard, on se questionne sur l'approche américaine. Le journal *Le Monde* du 10 septembre 2002 a d'ailleurs publié un sondage sur la sympathie des Français à l'égard des Américains, laquelle n'a cessé de s'effriter depuis un an. La plupart des pays d'Europe ont alors exprimé (sauf le Royaume-Uni) un désaccord quasi unanime envers les politiques extérieures américaines et leur approche « unilatéraliste ».

Comme on pouvait s'y attendre, la revue de presse arabe a fait la démonstration de l'immense fossé qui existe entre le monde arabe et le monde occidental. On y trouve notamment l'enjeu pétrolier se caractérisant par les besoins de l'un (la consommation de pétrole en Occident) et la capacité de production de ce pétrole par l'autre (le monde arabe). L'Irak étant en effet le deuxième pays producteur mondial de pétrole, c'est un fait connu que les Américains souhaiteraient davantage voir à la tête de ce pays un ami plutôt qu'un ennemi<sup>2</sup>.

En ce qui concerne le continent africain, l'ancien président sud-africain Nelson Mandela n'a pas mâché ses mots en qualifiant carrément la politique américaine de menace pour le monde.

Enfin, la presse québécoise francophone, tout comme les grands quotidiens d'Amérique, a publié des cahiers spéciaux relatant l'attaque du 11 septembre 2001. Plusieurs intellectuels et spécialistes en ont profité pour faire état de leurs réflexions, particulièrement sur les politiques extérieures américaines. On a donc pu percevoir dans la revue de presse québécoise, à l'instar des pays européens, beaucoup de questionnement et un regard critique sur les politiques américaines.

Si le Québec partage, comme l'Europe et le Canada, la position favorisant la formation d'une coalition antiterroriste, la population québécoise en particulier semble se dissocier de plus en plus des politiques américaines. En effet, la sympathie des Québécois à l'égard des Américains, comme celle des Français, n'a cessé de s'effriter depuis un an. Parmi la population canadienne, c'est au

Québec (32 %) et en Colombie-Britannique (24 %)<sup>3</sup> que l'on trouve le plus de personnes à considérer que le gouvernement canadien a trop soutenu les politiques américaines, alors que dans les provinces atlantiques et en Alberta, ces taux atteignent 13 et 14 % respectivement. Les résidents du Québec et de la Colombie-Britannique seraient ainsi moins prompts que les autres Canadiens à appuyer les États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme.

Cette revue de presse fait ressortir les deux tendances principales quant aux façons d'interpréter les attentats du 11 septembre et d'y réagir. En effet, nous trouvons, d'une part, une vision du Mal contre le Bien et, d'autre part, une vision plus complexe portant sur les politiques extérieures américaines.

## Des mesures pour contrer le terrorisme...

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, à l'unanimité, le 28 septembre suivant la tragédie, la résolution 1373. Historiquement parlant, il s'agissait de la première résolution créant l'obligation à tous les États de répondre à la menace mondiale que constitue le terrorisme. Pour contrer la menace, on a donc pris des mesures législatives, administratives et budgétaires, dans au moins une vingtaine de pays.

## Nations Unies



1. La résolution 1441 sur le désarmement de l'Irak fut finalement adoptée le 8 novembre 2002 par le Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution a été acceptée sans réserve par Bagdad, et la mission d'inspection de l'ONU est arrivée le 18 novembre pour entamer le processus de vérification des armements. Les autorités irakiennes ont fourni le 7 décembre leur déclaration relative aux armements chimiques, biologiques, nucléaires et aux missiles balistiques qu'elles sont accusées de détenir. En date du 20 décembre, Washington s'apprêtait à déclarer que l'Irak violait la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur son désarmement, tandis que Bagdad soutenait de pas détenir de ces armes et accusait les États-Unis de « manipulation ».

2. Fait à noter, beaucoup de spécialistes et d'intellectuels occidentaux souscrivent à cette thèse.

3. Sondage Environics portant sur 1701 répondants réalisé en août dernier. Paru dans *Le Devoir* du 7 septembre 2002.

Aux États-Unis, la loi contre le terrorisme (USA PATRIOT Act), qui avait été approuvée dans un climat d'urgence par le Sénat américain, a été signée par le président Bush le 26 octobre 2001. Son administration a aussi créé le superministère de la sécurité intérieure (Homeland Security)<sup>4</sup> qui vise notamment la prévention des actes terroristes contre les États-Unis, la réduction de la vulnérabilité des États-Unis face au terrorisme et, enfin, l'amenuisement des dommages encourus par d'éventuelles attaques. Enfin, le budget militaire est passé de 310 à 355,1 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de plus de 12 % par rapport à 2002.

En ce qui concerne particulièrement le Québec, celui-ci a adopté des mesures d'ordre administratif et budgétaire. En effet, le 27 septembre 2001, le premier ministre Landry annonçait la création d'un comité ministériel spécial appelé « Comité du 11 septembre 2001 ». Ce comité avait pour but de répondre aux besoins et inquiétudes de la population québécoise. Des actions prioritaires à engager ont d'ailleurs été répertoriées dans un document réalisé par la Direction de la coordination du ministère de la Sécurité publique et intitulé : *Actions entreprises au Québec. Après le 11 septembre 2001*<sup>5</sup>. On y trouve, par exemple, les actions concernant des améliorations à apporter aux activités policières et de sécurité, ainsi qu'aux activités dans les secteurs de l'immigration, de la gestion de l'identité, de la santé et du bio-alimentaire. De plus, certaines mesures ont été prises afin de mieux protéger les infrastructures (édifices gouvernementaux, barrages, etc.). Enfin, on a adopté d'autres mesures qui touchent plus spécifiquement à l'environnement, à l'énergie, aux télécommunications et au transport.

### ... qui entraînent des dépenses

Dans la foulée des événements du 11 septembre, des milliards de dollars ont été dépensés dans la lutte contre le terrorisme. Selon Charles-Philippe David<sup>6</sup>, les prévisions sont que les États-Unis auront dépensé environ deux trillions de dollars en cinq ans pour assurer leur sécurité ainsi que celle de leurs alliés.

On a aussi atteint aux États-Unis une obsession inédite de la sécurité qui s'illustre, par exemple, par la demande du gouvernement américain que les citoyens deviennent délateurs. Cela fait donc émerger le problème des menaces aux libertés civiles en raison de ces nouvelles lois décrites par beaucoup d'intellectuels.

Enfin, une autre conséquence des attentats du 11 septembre est le développement à une vitesse vertigineuse du lucratif marché de la sécurité. Certains parlent d'un marché de 100 milliards de dollars d'ici 2008. Mais, malgré les énormes dépenses consacrées à la sécurité, les États-Unis et ses pays alliés ne sont toujours pas à l'abri d'attaques destructrices.

En effet, Oussama Ben Laden serait encore vivant et son réseau terroriste Al-Qaïda est toujours actif<sup>7</sup>. Aussi, depuis novembre 2002, les mises en garde quant à des risques de nouvelles « attaques de grande ampleur », notamment aux armes chimiques, bactériologiques et radiologiques, contre les Américains et ses alliés se multiplient-elles. Non seulement la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne seraient particulièrement visées, mais le Canada également.

### En conclusion

Que peut-on tirer de la lecture de ces événements? On peut certes faire le constat que les alliés des Américains sont dans la mire de cette nouvelle forme de terrorisme transnational, organisé et destructeur; on peut aussi faire le constat que tout n'est pas terminé en matière de terrorisme international et que la situation évolue quotidiennement.

Malgré cela, nous pouvons, tout comme Pauchant et Chennoufi<sup>8</sup>, réfléchir à d'autres façons d'aborder ces crises. Ainsi, selon les auteurs, les humains utilisent habituellement, en cas de crise, la force et la fuite, mais il y aurait aussi une troisième stratégie, soit l'apprentissage et la prévention. Il est alors plutôt question de gestion éthique des risques et des crises parce que dans « notre monde complexe où Batman n'existe pas, mais où les Joker sont bien réels et ne disparaîtront pas de sitôt, il ne faut plus nous arrêter aux seules stratégies de la force et de la fuite. Nous devons développer, de plus, une autre maturité. »

4. La loi dite « Homeland Security Bill » n'a toutefois été signée que le 25 novembre 2002 par le président Bush et il est prévu que sa réelle mise en œuvre prenne au moins une année.

5. Québec, Ministère de la Sécurité publique, *Actions entreprises au Québec. Après le 11 septembre 2002*, 2002, 12 pages.

6. Charles-Philippe David, « L'après onze septembre », in Charles-Philippe David et la Chaire Raoul-Dandurand, *Repenser la sécurité. Nouvelles menaces, nouvelles politiques*, Montréal, Éditions Fides, Collection Points Chauds, 2002, p. 31.

7. Pour preuves, l'attentat de Bali du 12 octobre 2002 (180 morts), l'attentat anti-israélien le 28 novembre dans un hôtel de Mombasa et la tentative de destruction en vol d'un avion de ligne israélien au Kenya, qui ont tous été revendiqués par les dirigeants d'Al-Qaïda.

8. T.C. Pauchant et M. Chennoufi. « Gérer l'ambiguïté de la complexité après le 11 septembre : stratégies et structures pour neutraliser le terrorisme des Joker dans un monde sans Batman », *Gestion*, vol. 26, n° 4, 2002, p. 7-9.

# Résumé de documents de documents

Voici quatre documents, ou leur résumé, qui se trouvent actuellement dans le site du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP).

## TERRORISME

### Les conséquences économiques du terrorisme (Clip 1554)

*Veilleur associé : Martin Landry, ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche*

Selon l'OCDE, les attentats du 11 septembre dernier ont ouvert une période de plus grande incertitude où le risque de nouvelles attaques demeure très élevé. L'étude souligne également que, même si l'impact macroéconomique à court terme s'est largement dissipé, des conséquences durables sur l'économie sont à prévoir, notamment dans les secteurs de l'assurance, de la sécurité, de la défense et du commerce international :

- La gestion de la crise a joué un grand rôle après le 11 septembre pour rétablir la confiance, sauvegarder le système financier et éviter une récession.
- Il est désormais plus difficile de s'assurer contre les actes terroristes, et les primes d'assurances ont très fortement augmenté (30 % en moyenne pour les biens commerciaux et la responsabilité civile).
- Les pressions s'intensifient pour renforcer la sécurité aux frontières et mieux contrôler les énormes flux de marchandises qui entrent dans les pays de l'OCDE, ce qui pourrait avoir les conséquences suivantes :
  - réduction de la croissance économique, de la productivité, du commerce international et de la production à moyen terme;
  - augmentation du coût *ad valorem* du commerce international de 1 à 3 %;
  - accroissement du protectionnisme.
- Les dépenses publiques pour la sûreté intérieure et les opérations militaires ont fortement augmenté aux États-Unis et, à un moindre degré, dans d'autres pays de l'OCDE. De même, les dépenses du secteur privé pour améliorer la sécurité des installations, des salariés et de l'information pourraient atteindre 40 milliards de dollars US par an aux États-Unis seulement.
- Enfin, les mesures de sécurité renforcées ont augmenté le coût du transport des marchandises par voie maritime et aérienne en augmentant les frais directs et en allongeant les délais de livraison. Dans ces nouvelles conditions, le système « Just-In-Time » pourrait être durablement affecté en incitant les entreprises à augmenter leur stock pour se prémunir contre une éventuelle désorganisation de la chaîne d'approvisionnement.

#### Sources :

Étude parue dans le numéro 71 des « Perspectives économiques de l'OCDE ».

Hyperlien : [www.oecd.org/pdf/M00028000/M00028753.pdf](http://www.oecd.org/pdf/M00028000/M00028753.pdf)

### Les événements du 11 septembre 2001 : les préoccupations des grandes villes américaines (Clips 1667 et 1743)

*Veilleur-coordonnateur : Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole*

Depuis les événements du 11 septembre, le terrorisme est devenu une préoccupation majeure des villes américaines. Selon le maire de Boston, les villes auraient, depuis ces événements, consacré plus de 2,4 milliards de dollars aux nouvelles mesures de sécurité territoriale (Homeland Security) associées au terrorisme. Une enquête réalisée au cours de l'année 2002 par la National League of Cities (NLC) précise la nature et l'importance de cet enjeu, tout particulièrement pour les villes de 100 000 habitants et plus.

Les formes de terrorisme les plus redoutées sont : le terrorisme biologique (pour 95 % des grandes villes), le terrorisme chimique (92 %), le cyberterrorisme et l'explosion de véhicules automobiles (91 %), l'explosion de bombes sales ou de bombes conventionnelles (86 %), les attentats suicides (82 %), le terrorisme radiologique (78 %) et l'utilisation d'avions en tant que bombes (76 %).

Près des trois quarts des villes ont des plans d'urgence concernant le terrorisme biologique (89 %), le terrorisme chimique (88 %), le terrorisme radiologique (74 %), l'explosion de véhicules automobiles et l'utilisation d'avions en tant que bombes (73 %). Toutefois, seules de 40 à 55 % ont de tels plans pour faire face à l'explosion de bombes sales ou de bombes conventionnelles, à des attentats suicides et au cyberterrorisme.

Parmi un plus vaste ensemble d'enjeux présentement considérés par les grandes villes, la prévention du crime arrive au premier rang (69 % d'entre elles), tandis que la prévention du terrorisme et l'existence de bonnes conditions de développement économique ont une importance équivalente (53 %). Les autres enjeux sont la revitalisation des quartiers (27 %), les investissements touchant l'éducation, les jeunes et les familles (27 %), les investissements en matière d'infrastructures (26 %) et l'aide au développement local et régional (15 %). Cette priorisation des enjeux démontre, par ailleurs, qu'au-delà de la question du terrorisme, les grandes villes américaines sont très préoccupées par les questions de sécurité.

#### Sources :

Hyperliens :

[http://www.nlc.org/nlc\\_org/site/newsroom/nations\\_cities\\_weekly/display.cfm?id=214B536A-DE8D-4607-B826F223354AC523](http://www.nlc.org/nlc_org/site/newsroom/nations_cities_weekly/display.cfm?id=214B536A-DE8D-4607-B826F223354AC523)

<http://www.brookings.edu/views/op-ed/katz/20030109.htm>

## COMMERCE

### Les droits compensatoires sur le bois d'œuvre, des conséquences surprenantes pour les États-Unis (Clip 1598)

Veilleur-coordonnateur : Jean-François Guilloteau, ministère des Transports

S'il faut en juger par un article du *Wall Street Journal* du 21 octobre 2002, la taxe de 27 % imposée par les États-Unis sur le bois d'œuvre canadien a eu, jusqu'à présent, l'effet inverse de celui recherché.

Au départ, les États-Unis voulaient favoriser leur industrie nationale en limitant les importations canadiennes qui représentent le tiers de la consommation américaine, ce qui aurait permis d'augmenter les prix dans l'intérêt des producteurs américains. Or, c'est le contraire qui est en train de se produire. Cela s'explique de la façon suivante :

- Les producteurs canadiens luttent contre les droits en augmentant les volumes, ce qui leur permet d'abaisser les prix. Par ailleurs, les scieries canadiennes demeurent plus productives que les scieries américaines.
- Les producteurs étrangers, européens en particulier, ont augmenté leurs exportations vers les États-Unis, pendant que les producteurs américains augmentaient aussi leur production pour occuper le terrain qui devait être libéré par le Canada. De plus, des scieries américaines ont accepté de produire à perte, car elles s'intéresseraient plutôt au marché des copeaux (utilisés par les papetières). De quoi engendrer des baisses de prix plutôt que des hausses.
- Histoire de ne pas arranger les choses pour les producteurs américains de bois d'œuvre, les produits de construction en bois transformé ou conçus dans des matériaux autres que le bois sont de plus en plus populaires.

Cela fait dire à l'auteur qu'une politique commerciale peut produire des résultats qui défient les théories économiques traditionnelles.

#### Note de la rédaction :

Les membres du Réseau s'interrogent souvent sur l'utilité des documents déposés dans le RVIPP. Le clip ci-dessus est l'exemple d'un document ayant suscité un vif intérêt auprès des autorités gouvernementales, tant par l'importance du sujet que par l'éclairage inattendu apporté au dossier. Il en a été de même des clips 1613 et 1670, de Jean-François Guilloteau, ainsi que du clip 1671, d'Andrée Luciani, tous deux du ministère des Transports du Québec (MTQ), qui établissaient des comparaisons entre la situation de certaines provinces canadiennes et celle des États américains.

---

#### Source :

Andrew Caffrey, « The Outlook : U.S. Tariff on Canadian Lumber Backfires », *Wall Street Journal*, 21 octobre 2002, p. A2.

## GOUVERNE

### Young Gov : un site sur mesure pour les jeunes Britanniques (Clip 1651)

Collaboratrice : Brigitte Effemey, Délégation générale du Québec à Londres

Le portail du gouvernement britannique s'enrichit d'une nouvelle section, intitulée Young Gov. Destiné aux jeunes de 11 à 18 ans, ce site contient plusieurs chapitres conçus en fonction des besoins des jeunes d'aujourd'hui.

Young Gov vise à informer sur des sujets d'actualité, sur des thèmes qui touchent de près les jeunes, mais aussi sur le fonctionnement des institutions britanniques. Son but est également de conseiller. Il fournit à cet égard des renseignements et conseils utiles sur la façon dont un jeune peut faire face à l'intimidation de ses pairs (*bullying*), sur l'usage de la drogue ou sur les fugues, par exemple.

On y trouve également une section interactive qui permet de faire, en ligne, des démarches courantes, comme prendre rendez-vous pour passer son permis de conduire ou demander certaines cartes donnant droit à des tarifs réduits. En outre, Young Gov encourage les jeunes internautes à entamer un dialogue avec leurs députés siégeant à Westminster et au Parlement européen, ou avec leurs conseillers municipaux.

Une cinquantaine d'hyperliens permettent, en outre, de consulter les sites susceptibles d'intéresser les jeunes.

Une initiative de plus du gouvernement britannique qui s'est donné pour objectif de fournir l'intégralité de ses services en ligne d'ici 2005. Dans cette optique, Young Gov permettrait donc aux jeunes Britanniques de s'essayer à un nouveau mode de prestation des services publics.

---

#### Source :

Hyperlien : [younggov.ukonline.gov.uk/](http://younggov.ukonline.gov.uk/)

# Liste des documents produits

## documents produits

Dans le site du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques, deux produits d'information principaux sont disponibles, soit le *clip* et la *fiche synthèse*.

Les documents qui y sont présentés sont classés par ordre alphabétique des auteurs. Le ministère indiqué est celui où l'auteur exerçait ses fonctions au moment de rédiger le clip ou la fiche.

Les clips sur les colloques qui ont déjà eu lieu n'ont pas été retenus.



### CLIPS

#### **Bernier, André G. : ministère de l'Environnement**

- Différentes analyses sur la productivité
- Expérience de transport en commun gratuit
- La mixité dans les écoles – perspective française sur les problèmes garçons-filles

#### **Blais, Pierre : ministère des Affaires municipales et de la Métropole**

- Des réseaux voués au développement de nouvelles technologies de l'information dans les collectivités locales françaises
- Le 11 septembre : les préoccupations des grandes villes américaines
- Le manque de support donné aux grandes villes par le gouvernement fédéral américain
- Le vandalisme et le terrorisme vert
- Un fonds régional d'amélioration paysagère
- Un nouvel observatoire de l'environnement et du développement durable

#### **Clavet, Michel : ministère de la Santé et des Services sociaux**

- États-Unis : les problèmes d'un système de santé privé

#### **Effemey, Brigitte : Délégation générale du Québec à Londres**

- Assistance téléphonique pour les victimes de la violence familiale
- L'OCDE fait ressortir deux facteurs clés pour la réussite de l'éducation
- La gestion des risques au Royaume-Uni : propositions de la Strategy Unit
- Le discours de la reine annonce des réformes ambitieuses
- Le « Livre vert » du Treasury britannique
- Le poste « d'ambassadeur de l'environnement » en Suède
- Personnes âgées à domicile : un nouveau projet britannique
- Un nouveau site d'information sur le Royaume-Uni est né : « i-uk »
- Young Gov : un site sur mesure pour les jeunes Britanniques

#### **Gilardeau, Robert : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- La Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel : un moteur de développement économique

#### **Guilloteau, Jean-François : ministère des Transports**

- 200 sites sur le transport et l'aménagement
- Actions des États américains en matière de gaz à effet de serre
- Bilan et perspectives du 11 septembre, table ronde du CEIM
- Colloque sur la concentration, la ségrégation dynamique et les inscriptions territoriales, Lyon, septembre 2003
- Félicitations du RCRPP au sujet de la Loi québécoise antipauvreté
- Gestions des risques et grands monuments américains
- L'armée américaine songe à privatiser 214 000 emplois
- La frontière canado-américaine se durcit
- Le 11 septembre et les priorités stratégiques ministérielles américaines
- Série de dossiers sur les politiques publiques de la Documentation française

#### **Landry, Martin : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Diverses initiatives prises par l'Ontario pour répondre aux défis de l'innovation
- Enquête sur le rôle de l'État dans le développement économique
- L'économie des régions périphériques du Québec et son renouvellement actuel
- La périphérie face à l'économie du savoir – La dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique
- Le Japon s'affirme comme un leader de produits de haute technologie écoefficientes
- Le rôle des provinces canadiennes et des États américains dans l'intégration économique nord-américaine
- Tableau calculateur du commerce international du Québec
- Tendances : la cote d'investissement du Canada à la hausse, le pays attire les capitaux asiatiques

#### **Luciani, Andrée : ministère des Transports**

- Les meilleurs États américains pour les femmes selon l'IWPR
- Sécurité abusive dans les immeubles à logements de New York?
- Un guide britannique de bonne pratique des cibles et indicateurs en planification régionale
- Vision 2050 : pour un système de transport intégré aux États-Unis



**Marleau, Martine : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Gestion du risque et affaires électroniques

**Massé, Ginette : Secrétariat à la condition féminine**

- « Femmes : la fracture sociale »

**Meggs, Anne-Michèle : ministère du Conseil exécutif**

- L'impact sur l'environnement de la recrudescence de ménages à une personne
- Les exigences américaines en matière de ressources énergétiques dans les négociations de l'OMC

**Mercier, Dominic : ministère de l'Environnement**

- L'atrazine: un herbicide qui féminise certains amphibiens
- Terminus pour les neiges éternelles du Kilimandjaro

**Michaud, Lucie : ministère de la Sécurité publique**

- Portail en sécurité publique

**Péan, Marie-José : ministère du Conseil exécutif**

- Aider à construire un monde meilleur : Forum 2003 de l'OCDE (Paris, 28 et 29 avril 2003)
- L'utilisation des jurys anonymes (*nameless*) en hausse aux États-Unis
- Le rapport 2002-2003 sur la compétitivité du Forum économique mondial
- Les coûts de la violence familiale
- Les grandes orientations de la politique française en faveur des personnes âgées
- Placer le développement durable au cœur de l'action publique : le défi de la France

**Pongo, Mawana : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Étude comparative de 15 ministères à vocation économique : le cas du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (France)
- La « Society for Risk Analysis »

**Ramoisy, Jacqueline : ministère du Conseil exécutif**

- « Flood and Coastal Defences Project », du programme Foresight du gouvernement du Royaume-Uni
- Abrogation de la retraite anticipée des fonctionnaires en France
- Élargissement de l'Union européenne : pour ou contre l'adhésion de la Turquie
- Forte hausse de la natalité en France

**Soussi, Alin : Secrétariat du Conseil du trésor**

- L'OCDE lance une nouvelle revue sur la gestion budgétaire dans les pays membres

**Vézina, Ghislaine : ministère des Affaires municipales et de la Métropole**

- Des partis et des femmes – faits saillants du colloque des 1<sup>er</sup> et 2 novembre 2002

**Villemagne, Éric : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Les leaders français à l'affût de la gestion des connaissances
- Un label social, clé de la mondialisation

**Bisson, Valérie, et St-Cyr, Richard : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Les accords de commerce international et les soins de santé

**Blouin, Francine : ministère de la Sécurité publique**

- Des pratiques renouvelées en gestion des ressources humaines : une valeur ajoutée
- La gestion mobilisatrice des personnes à l'appui de l'amélioration des services aux citoyens
- La gestion stratégique des ressources humaines : une gestion visionnaire et cohérente

**Dessureault, Pascal-André : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- La Zone de libre-échange des Amériques ou des accords de libre-échange bilatéraux
- Le commerce électronique et le développement : Rapport 2002 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

**Gouin, Ugo-Mercier : ministère du Conseil exécutif**

- Conférence nationale de la recherche sur les politiques de 2002 – Tendances futures : le risque

**Harvey, Annie : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Le vieillissement de la main-d'œuvre et le ralentissement démographique : perception/réalité, quelle est notre vision d'avenir?

**La Boissonnière, André : ministère de la Sécurité publique**

- Le passage de l'État social à l'État carcéral, ou la « marchandisation » de l'emprisonnement aux États-Unis

**Lescot, Gérard : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Les États-Unis contre le Canada : le blé canadien mis en cause par l'industrie américaine

**Luciani, Andrée : ministère des Transports**

- Cinq scénarios d'évolution de la mobilité selon différentes conceptions du rôle de l'État

**Meggs, Anne-Michèle : ministère du Conseil exécutif**

- Les partenariats exigent une reddition de comptes plus serrée

**Péan, Marie-José : ministère du Conseil exécutif**

- La capacité gouvernementale de faire face au risque et à l'incertitude : la stratégie britannique
- La confiance au cœur des débats au Forum économique de Davos (23-28 janvier 2003)

**Ramoisy, Jacqueline : ministère du Conseil exécutif**

- La conférence sur la famille, printemps 2003, France

**St-Cyr, Richard : ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche**

- Négociations de l'OMC, propositions américaines sur les tarifs douaniers

# Liste des veilleures-coordonnatrices et des veilleurs-coordonnateurs

Ministère ou organisme	Nom	Courriel
Forum des grands organismes Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Jean-Pierre Gingras Félicien Hitayezu	jean.pierre.gingras@rrq.gouv.qc.ca felicien.hitayezu@agr.gouv.qc.ca
Ministère de l'Éducation Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Marcel Ross Pierre Lefebvre	marcel.ross@meq.gouv.qc.ca pierre.lefebvre@mess.gouv.qc.ca
Ministère de l'Environnement Ministère de la Culture et des Communications	Dominic Mercier André Sully	dominique.mercier@menv.gouv.qc.ca andre.sully@mcc.gouv.qc.ca
Ministère de la Famille et de l'Enfance Ministère de la Justice	Suzanne Lamy Jean-Pierre Tétreault	suzanne.lamy@mfe.gouv.qc.ca jptetreault@justice.gouv.qc.ca
Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Sécurité publique	Michel Clavet Pierre Lalande	michel.clavet@msss.gouv.qc.ca pierre.lalande@msp.gouv.qc.ca
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche :	Pierre Blais	pierre.blais@mamm.gouv.qc.ca
Mission Finances	Chantal Lemay	chantal.lemay@finances.gouv.qc.ca
Mission Industrie et Commerce	Diane Hastie	diane.hastie@mic.gouv.qc.ca
Mission Recherche, Science et Technologie (À déterminer)	Michel Therrien	michel.therrien@mreg.gouv.qc.ca
Ministère des Régions Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	Catherine V. Gauvreau	catherine.v.gauvreau@mrci.gouv.qc.ca
Ministère des Relations internationales Ministère des Ressources naturelles	Patrice Bachand Marcel Grenier	patrice.bachand@mri.gouv.qc.ca marcel.grenier@mrn.gouv.qc.ca
Ministère des Transports Ministère du Conseil exécutif	Jean-François Guilloteau Anne-Michèle Meggs	jfguilloteau@mtq.gouv.qc.ca anne-michele.meggs@mce.gouv.qc.ca
Ministère du Revenu Ministère du Travail	Lucie Brière Denis Matte	lucie.briere@mrq.gouv.qc.ca denis.matte@travail.gouv.qc.ca
Secrétariat à l'allègement réglementaire Secrétariat à la condition féminine	Louis Lamothe Ginette Massé	louis.lamothe@mce.gouv.qc.ca ginette.masse@scf.gouv.qc.ca
Secrétariat à la jeunesse Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	Donatilla Cyimpaye Paul Vécès	donatilla.cyimpaye@saj.gouv.qc.ca paul.vecès@mce.gouv.qc.ca
Secrétariat des comités ministériels permanents	Noël Pellerin	noel.pellerin@mce.gouv.qc.ca
Secrétariat du Conseil du trésor Tourisme Québec	Alin Soussi Diane Pintal	asoussi@sct.gouv.qc.ca diane.pintal@tourisme.gouv.qc.ca

**Vous avez des questions à poser ou de l'information à partager?**

**N'hésitez pas à communiquer avec le coordonnateur ou la coordonnatrice de votre ministère ou organisme.**

*Prospective* est un bulletin produit sous la coordination du  
Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques  
Ministère du Conseil exécutif  
835, boulevard René-Lévesque Est, bureau 1.01  
Québec (Québec) C1A 1B4  
Téléphone : (418) 528-0659  
Télécopieur : (418) 643-2570

#### Comité de rédaction :

Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole  
Ugo-Mercier Couin, ministère du Conseil exécutif  
Gina Laveau, ministère du Conseil exécutif  
Anne-Michèle Meggs, ministère du Conseil exécutif

Dépôt légal – 2003  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 1488-304X  
© Gouvernement du Québec, 2003

Ministère  
du Conseil exécutif

Québec



## Activités à venir à venir

### « Que faire en attendant l'inattendu? »

Colloque sur la gestion des risques  
Salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement  
Québec  
Le lundi 3 mars 2003, de 8 h 30 à 16 h 30

### « La nouvelle reddition de comptes : un bon départ? »

Colloque annuel des réseaux de veille, de planification stratégique  
et d'évaluation  
École nationale d'administration publique  
Québec  
Le jeudi 8 mai 2003, de 8 h 30 à 16 h 30, et  
le vendredi 9 mai 2003, de 9 h à 12 h

